



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question écrite n° 96246

Texte de la question

M. Jean-Pierre Kucheida attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la situation des salariés de General motors de Strasbourg. Les salariés ont été contraints d'accepter une réduction des salaires et d'abandonner une partie de leurs avantages sociaux pour que l'entreprise puisse se dégager une marge financière dans le contexte de crise que nous traversons. L'entreprise compte sur une réduction de 10 % du coût de la main-d'oeuvre et un alignement du montant de cette charge sur celui recensé au Mexique à des fins de compétitivité non avouées. C'est un arbitrage inquiétant qui traduit une dégradation de la condition salariale en France jugée trop coûteuse par les patrons des grands groupes industriels. La tentation du *dumping* social est une véritable fuite en avant qui ne trouve jamais satisfaction. Même dans des pays où la main-d'oeuvre est jugée moins chère, comme la Chine, les entreprises opèrent des délocalisations au profit de pays, tels le Laos, le Cambodge, où les salariés ne leur coûtent rien. À l'échelle nationale comme internationale, nos sociétés s'orientent vers une dévaluation de la valeur travail et une paupérisation des ouvriers qui comptent déjà parmi les salariés les plus fragilisés. En conséquence, il lui demande de lui préciser ses intentions quant à la limitation d'une course au rendement préjudiciable à l'emploi et aux conditions de vie des salariés.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 96246

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 décembre 2010, page 13629

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)